



Déclaration CGT au CSA du 18 décembre 2025

Monsieur le Directeur,

La décennie politique qui s'est écoulée aura bien été celle du pillage éhonté et à grande échelle des caisses publiques par le patronat, avec la complicité active des gouvernements successifs.

Depuis quelques mois, le mur du silence se fissure. Le débat monte autour des aides publiques aux entreprises, de leurs efficacités, et du grevage des finances de l'État - dans un contexte de coupes dans les dépenses sociales et d'attaques démagogiques à tout va contre les chômeurs, les pauvres, les allocataires du RSA.

Des enquêtes, notamment de Médiapart et de l'Humanité ont permis de cerner un peu plus l'ampleur du dégât, à savoir qu'un tiers du budget de l'État part chaque année dans les poches des actionnaires et des grandes fortunes du pays.

Bien entendu, à l'omerta et l'opacité (d'État!) sur le scandale que représente cet assistanat massif, discrétionnaire et au service exclusif des grands groupes et de leurs actionnaires et propriétaires, s'ajoute le fait que l'oligarchie et ses relais médiatiques ne veulent pas lâcher la poule aux œufs d'or. Dans le même temps, ils veulent imposer un budget austéritaire sous prétexte de « dérapage des comptes publics », « dérapage » dont ils sont seuls responsables et bénéficiaires exclusifs.

Quelques milliers d'ultrariches siphonnent les comptes de l'État

Deux journalistes du Nouvel Observateur, dans un livre intitulé « le Grand détournement », ont récemment enfoncé le clou et chiffrent à 270 milliards par an le montant des aides aux entreprises : « C'est l'histoire d'un hold-up. Sans arme ni violence, mais orchestré avec l'aval des gouvernements successifs depuis trois décennies. »

Dans cet ouvrage, les auteurs ont cherché à recenser les trois formes d'aides que sont les exonérations de cotisations, les subventions directes et les niches fiscales. Selon leurs recherches, les aides aux entreprises ont explosé depuis 2001. Alors qu'elles représentaient déjà 30 milliards par an dans les années 1990, elles ont atteint de nouveaux records à chaque nouveau gouvernement. Elles représentent désormais 270 milliards par an.

En clair : les travailleurs, qui subissent déjà l'exploitation capitaliste et le vol du fruit de leur travail, sont contraints de compenser les effets de la crise d'un système capitaliste à bout de souffle, par la ponction contrainte et opaques des caisses publiques par l'Etat et les gouvernements au profit des actionnaires et des patrons.

Ajoutons qu'il s'agit aussi, au travers des budgets austéritaires ET militaristes, de faire payer au Peuple la facture du réarmement massif et colossal engagé par l'Etat français, au bénéfice, là encore exclusif, du patronat de l'armement et du complexe militaro-industriel.

Soulignons enfin ce chiffre effarant relevé par les journalistes du Nouvel Observateur : les cotisations patronales représentaient autrefois 45 % du salaire brut d'un salarié payé au SMIC, **aujourd'hui cette part est tombée à 6,9 %**. Une illustration éclatante de la lutte des classes en France.

Nié par la presse patronale, le scandale des aides publics explique en partie le « dérapage des comptes publics », ce qui n'empêche pas les ultra-libéraux d'utiliser cet argument pour justifier les coupes dans les dépenses publiques,

Tout est lié, la politique pro-patronale (qui justifie tous les excès) a explosé tous les compteurs jusqu'au dérapage budgétaire « de trop » : le pillage prolongé et avide des comptes publics doit être caché et compensé par une austérité XXL : en clair, les travailleurs et les travailleuses doivent payer pour garantir les profits d'une poignée de parasites.

Pour rappel, en 2023, le solde budgétaire de l'Etat s'établissait à -173,0 milliards d'euros tandis qu'en 2024, il s'élevait à -155,9€ milliards d'euros. Sous Emmanuel Macron, la dette de la France culminait à la fin du premier trimestre de 2025 à 3 345,4 milliards d'euros, soit 113,9% du PIB.

La politique pro-patronale a des effets très concrets sur nos vies quotidiennes et les capacités des uns et des autres à vivre une vie digne, sans précarité ni peur du lendemain. Le budget 2025 représente, comme celui des années précédentes, des « cures » violentes austéritaires.

A l'exploitation « ordinaire » capitaliste s'ajoute donc non seulement la ponction illégitime et non consentie des ultrariches et des patrons dans « le pot commun » mais aussi tout un appareil sécuritaire et répressif (police, justice, médias mais aussi CAF, France Travail...) chargé de faire respecter l'ordre social et la dégradation brutale de nos conditions de vies.

Il nous faut donc reprendre la main sur nos propres vies et sur la société toute entière.

Plus localement, je vous rappelle qu'au premier janvier 2021, il a été créé le Secrétariat Général Commun Départemental, avec localement, une réelle mise en place au printemps.

Tout est beau sur le papier, mais la CGT dénonce la dégradation des conditions de travail des agents des SGCD et l'impact sur leurs collègues des DDI :

- La « taylorisation des postes » c'est-à-dire du travail répétitif en lieu et place d'une activité diversifiée et responsable d'un bout à l'autre de la chaîne de traitement d'un dossier,

- Engendrant un alourdissement de la charge de travail pour les agents en poste qui constitue une situation difficilement tenable dans la durée,
- Générant un mécontentement des usagers que nous sommes dans les DDI, mais également pour eux une surcharge de travail,
- La vacance régulière des postes de travail, aggravé par l'emploi de contractuels,
- La situation d'appauvrissement du contenu des postes de travail, d'empilement des couches hiérarchiques, induit une déqualification des agents et une souffrance réelle,

Pour la CGT, cette situation n'est pas tenable dans le temps et nous demandons que le fonctionnement du SGCD soit amélioré.

Monsieur le Directeur, je vous remercie.